# Elections Législatives de Mars 1973

1re CIRCONSCRIPTION DU CALVADOS



# Union des Républicains de Progrès

## Pour le Soutien au Président de la République

### *Electrices, Electeurs,*

**Grâce à la stabilité politique, les efforts de chacun** ont permis une croissance économique forte et régulière (la 2ème du monde) une balance commerciale positive et un progrès considérable de nos investissements.

Cette **expansion** dans **l'indépendance nationale et la paix,** a fourni les **moyens du progrès social :**

— **Elévation du niveau de vie** (doublement de la consommation des ménages de 1959 à 1973) qui a profité à l'ensemble des Français dont l'épargne a augmenté de 70 % entre 1968 et 1972).

— Création et mensualisation du salaire minimum de croissance traduisant ainsi la priorité donnée à la **hausse des bas salaires.**

— Renforcement des **droits** et de la **protection** des travailleurs.

— **Intéressement** aux bénéfices pour 4 millions de salariés.

— **Mensualisation** pour 6 millions d'anciens salariés horaires, qui va s'achever progressivement.

— **Actionnariat** dans les entreprises nationalisées.

— **Egalité** reconnue par la loi entre **salaires féminins et masculins.**

— Extension de **l'allocation logement** aux jeunes ménages sans enfant pendant cinq années après leur mariage et à 800 000 personnes âgées.

— **Augmentation** des allocations familiales, suppression des abattements de zones, réforme de l'allocation de salaire unique en faveur des familles les plus modestes, création d'une allocation de frais de garde d'enfants.

— Amélioration de la **condition juridique de la femme,** travail à mi-temps dans la fonction publique.

— Amélioration de la condition et de la formation des **handicapés mineurs et majeurs.**

— **Majoration du minimum vieillesse,** 4 500 F actuellement au lieu de 2 300 F en 1969.

— Refonte de la protection sociale des **artisans** et **commerçants** victimes des mutations économiques et amélioration de leur régime d'assurance maladie, maternité, vieillesse.

— Construction de **500 000 logements en 1972, dont 195 000 H.L.M.** Amélioration de l'habitat ancien (200 000 en 1972).

Ces actions diverses mais cohérentes donnent la mesure de ce qui vient d'être fait pour améliorer la condition des Français et **spécialement des plus défavorisés.**

Faut-il rappeler que le **Budget de l'Education Nationale** est devenu **le 1er Budget de l'Etat** (avec 36 milliards NF) et représente 18,3 % de celui-ci contre 9 % en 1958 :

— triplement du nombre des enseignants entre 1968 et 1972

— taux de scolarisation plus élevé qu'en Allemagne et en Grande-Bretagne

— construction d'un C.E.S. par jour, d'un C.E.T. par semaine, d'un lycée par quinzaine

— effort universitaire sans précédent — 2 fois plus d'étudiants qu'en Allemagne ou en Angleterre.

Dans le même temps, le Budget de la Défense Nationale est passé de 27 % du Budget de l'Etat en 1962 à 16,3 % en 1972 et reste légèrement inférieur à celui de nos voisins en proportion du Produit National Brut (3,50 % alors qu'il représente 8,6 % du P.N.B. aux U.S.A. et 14 % en U.R.S.S.) — Service Militaire ramené de 24 à 12 mois. Il parait évident que toute amputation de ce budget irait à l'encontre de notre politique d'indépendance nationale.

Citons aussi l'effort en faveur de la **Jeunesse et des Sports** (500 piscines, 1 500 gymnases, 2 500 stades ont été réalisés au cours des cinq dernières années) et la naissance de la politique de **l'environnement** où déjà la France est en tête parmi les pays de la communauté.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Signalons :

— le succès de la **politique européenne** commune pour la sécurité et l'amélioration du **revenu de nos agriculteurs**, parallèlement au grand effort de **solidarité nationale** en matière d'aide à la **modernisation** et de **protection sociale** ;

— l'élargissement et l'approfondissement de la **communauté européenne** qui doit tendre vers une politique homogène, en matière **monétaire, fiscale** et **sociale.**

Ajoutons encore le souci du Gouvernement d'assurer une **meilleure défense des Droits des Citoyens** face à l'administration par la nomination d'un **médiateur.**

Les 4 et 11 mars prochains : deux conceptions vous sont offertes.

— L'une propose l'instauration d'un régime collectiviste avec appropriation progressive des moyens de production et de distribution qui, partout où il a triomphé, a installé un centralisme bureaucratique d'Etat dont **les peuples n'ont pu se libérer. Certains de nos adversaires** pour atteindre ce but envisagent de **rabaisser le rôle** du **Président de la République** et d'en revenir à la **toute puissance de leurs partis,** l'empêchant ainsi d'assumer ses engagements pris devant le Peuple Français et que vous avez démocratiquement **approuvés en 1969.**

A ce système, nous opposons notre **idéal** qui repose :

— sur la **liberté** des hommes et des idées

— **l'égalité** des chances et des droits

— **la fraternité** entre les hommes et entre les peuples

— et qui garantit les moyens de notre **indépendance nationale.**

Si vous êtes d'accord, c'est-à-dire si aucun incident politique ne vient briser notre essor, nous vous proposons les objectifs suivants :

— **Continuer** la modernisation de notre agriculture qui est une force vive de notre économie, en poursuivant l'amélioration du revenu agricole dans toutes les productions et en réalisant dans les cinq ans tous les programmes en cours (en matière, notamment, d'adduction d'eau et d'électricité rurale).

— Fournir aux **commerçants** et **artisans** les moyens de **lutter à armes égales** dans le domaine de la distribution et améliorer encore leur protection sociale.

— Maintenir la **priorité à la hausse des bas salaires** et assurer la progression parallèle des rémunérations de la fonction publique avec celles du secteur privé.

— Achever la mensualisation et **améliorer les conditions de travail.**

— **Garantir** aux familles leurs **allocations de revenu** et améliorer encore les aides aux handicapés et à leur famille.

— **Assurer la gratuité des frais scolaires.**

— **Augmenter** progressivement le nombre de logements construits pour atteindre 600 000 par an.

— Abaisser le droit de vote à 19 ans comme c'est déjà le cas pour ceux qui ont accompli leurs obligations militaires.

— **Doubler dans les cinq ans le minimum vieillesse** (avec abrogation de l'obligation alimentaire).

— **Etablir une charte du 3^me^ âge :** amélioration du logement à domicile, gratuité des transports quotidiens et des soins médicaux, exonération de l'impôt sur le revenu, selon les ressources.

— Poursuivre l'effort de construction des classes **maternelles** surtout en **milieu rural** et **nationaliser** tous les C.E.S. et C.E.G. pour la fin de la législature.

— Aboutir à la construction de 6 000 km d'autoroute en 1978
à **l'automatisation totale du téléphone** en 1977
au raccordement d'un million d'abonnés nouveaux par an en 1975.

— **Généraliser l'intéressement des salariés** et promouvoir la **participation** des **ouvriers** et des **cadres aux responsabilités à tous les niveaux.**

Voici ce à quoi nous pouvons raisonnablement nous engager **sans surcharge fiscale,** en utilisant au mieux **les plus-values de l'expansion.**

**A vous de décider** si vous voulez, même à terme, **risquer** l'expérience chilienne ou tchécoslovaque, ou **si vous voulez poursuivre** l'action pour laquelle **vous avez élu** Georges POMPIDOU en 1969.

# Docteur Henri-François BUOT

**Député Sortant**
**Conseiller Général de Caen-Est**

**Ancien Maire-Adjoint de la Ville de Caen**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Croix de Guerre 39-45**
**Chevalier de la Santé Publique**
**Chevalier dans l'Ordre des Palmes Académiques**
**Ancien Déporté-Résistant**

Remplaçant éventuel :

## Yves DENIAUD

**Licencié en Droit**
**Assistant au Secrétariat d'Etat à la Coopération**
**Conseiller Municipal de Caen**
**Vice-Président National**
**de l'Union des Jeunes pour le Progrès**

Imp. Malherbe - Caen

Sciences Po / fonds CEVIPOF